

Caen, le

22 10 24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATEMAX FRANCE

Bellevue
14570 CLECY

Référence : 2024 06879
Code AIOT : 0051400284

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement ATEMAX FRANCE implanté au lieu-dit « Bellevue » à CLECY (14570). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de récolement suite à l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024 pris à l'encontre de l'établissement ATEMAX situé sur la commune de CLECY.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATEMAX FRANCE
- Bellevue 14570 CLECY
- Code AIOT : 0051400284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Centre de collecte et de transfert de sous-produits d'origine animale.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Conformités aux plans et données produites	AP Complémentaire du 06/03/2008, article 5	Demande d'action corrective	1 et 3 mois
8	Eaux pluviales	AP Complémentaire du 06/03/2008, article 6	Demande d'action corrective	1 et 3 mois
9	Eaux vannes	AP Complémentaire du 06/03/2008, article 8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entreposage de sous-produits d'origine animale	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Plan d'action	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Propreté – Entretien	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 3	Levée de mise en demeure
4	Condition d'entreposage à l'extérieur des bâtiments	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 4	Levée de mise en demeure
5	Surveillance des eaux susceptibles d'être souillées	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 5	Levée de mise en demeure
6	Rapport d'accident	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 6	Levée de mise en demeure
10	Protection contre l'incendie	AP Complémentaire du 06/03/2008, article 10	Sans objet
11	Installations et équipements électriques	AP Complémentaire du 06/03/2008, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures correctives demandées par l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024 ont été mises en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entreposage de sous-produits d'origine animale

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 1er
Thème(s) : Autre, Pollution
Prescription contrôlée : La société ATEMAX 14, sise « Bellevue » dans la commune de CLECY (14570), dont le siège social est situé sis « 72 avenue Messiaen » au MANS (72000), est mise en demeure de respecter au plus tard sous les sept jours suivant la notification du présent arrêté ou dans les délais prévus par le plan d'action prévu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2024 susvisé transmis et sous réserve de validation préfectorale dans les conditions précisées par le dit arrêté <ul style="list-style-type: none">• l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 24 août 2024 susvisé et <ul style="list-style-type: none">• l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2008 précisant les tonnages maximaux de sous produits d'origine animale y compris les débris, les issues et les cadavres autorisés à être entreposés sur le site, rubrique 2731, 100 t. Ces dispositions sont réputées respectées, lorsque l'exploitant a évacué tous les sous produits d'origine animale y compris les débris, les issues et les cadavres dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mars 2008 sus-visé.
Constats : Un plan d'action a été transmis à la DDPP du Calvados. La totalité des cadavres en état de putréfaction avancée et des matières organiques dégradées a été évacuée. Le tonnage maximal de sous-produits d'origine animale défini à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2008 (100 tonnes) est respecté depuis le 16 septembre 2024 sur le site de CLECY d'après les enregistrements présentés le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Plan d'action

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 2
Thème(s) : Autre, Pollution
Prescription contrôlée : La société ATEMAX 14, sise « Bellevue » dans la commune de CLECY, est mise en demeure de respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 24 août 2024 sus-visé, au plus tard 3 jours à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Constats : Un plan d'action a été transmis à la DDPP du Calvados.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Propreté – Entretien

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 3
Thème(s) : Autre, Pollution
Prescription contrôlée : L'exploitant doit procéder à la mise en œuvre de tout moyen limitant le contact des oiseaux et de toute autre espèce animale (rongeurs, etc.) avec les sous-produits animaux stockés sur le centre, à l'enlèvement de tous les divers débris d'animaux et autres présents à l'extérieur des bâtiments et non entreposés dans des caissons et/ou bennes dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant est mis en demeure de maintenir dans un bon état de propreté le site conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 12 février 2003 sus-cité dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Les divers débris d'animaux et autres présents à l'extérieur des bâtiments et non entreposés dans des caissons et/ou bennes ont été enlevés. Le site présente un bon état de propreté le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Condition d'entreposage à l'extérieur des bâtiments

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 4
Thème(s) : Autre, Pollution
Prescription contrôlée : En application de l'article L.512-20 sus-visé la société ATEMAX 14 est tenue de respecter les dispositions suivantes : Dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, tous les stockages extérieurs aux bâtiments fermés doivent être entièrement recouverts de bâches ou de tout autre équipement assurant la protection contre la pluie et limitant la diffusion des odeurs. Les sous-produits animaux de l'installation doivent être entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement en attente de leur évacuation pour élimination conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté sur le site de CLECY : <ul style="list-style-type: none">la présence de deux bennes de 7 tonnes chacune contenant des sous-produits animaux et stockées à l'extérieur du bâtiment fermé, l'une dans l'attente d'être transférée dans le bâtiment fermé et l'autre dans l'attente de leur transfert le lendemain de l'inspection vers le site de ST LANGIS (61). Les deux bennes sont recouvertes de bâches.La présence de deux tonnes de sous-produits animaux entreposées dans la trémie. Ces sous-produits animaux sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement en attente de leur évacuation pour élimination.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Surveillance des eaux susceptibles d'être souillées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 5
Thème(s) : Autre, Pollution
Prescription contrôlée : En application de l'article L.512-20 sus-visé la société ATEMAX 14 est tenue de respecter les dispositions suivantes : Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à la fermeture de la vanne équipant le bassin de confinement assurant l'isolement des eaux de ruissellement des aires bétonnées susceptibles d'être souillées. Une recherche des paramètres physico-chimiques : DBO, DCO, MES, Ngl et hydrocarbure doit être réalisée ; le rapport d'analyse doit être transmis dès réception au Préfet du Calvados. Les eaux confinées ne peuvent être rejetées qu'après contrôle de leur qualité et si besoin du traitement approprié et accord du préfet. Une analyse hebdomadaire doit être réalisée par la suite jusqu'à la fin de l'évacuation des sous produits animaux et des cadavres entreposés à l'extérieur des bâtiments dédiés et après accord du préfet. En cas d'accident (jus ou perte de matières notamment) ou d'un sinistre, les eaux de ruissellement doivent être immédiatement confinées. Les eaux confinées ne peuvent être rejetées qu'après contrôle de leur qualité et si besoin du traitement approprié et accord du préfet.
Constats : Deux rapports d'analyse des eaux confinées ont été présentées le jour de l'inspection. La première a été réalisée en interne le 6 septembre 2024 dans le laboratoire de l'usine de ST LANGIS (61) et la seconde le 25 septembre 2024 par un laboratoire accrédité. Les résultats de ces deux analyses étant conformes, les eaux confinées ont été rejetées le 10 octobre dernier dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 6
Thème(s) : Autre, Pollution
Prescription contrôlée : La société ATEMAX sise « Bellevue » dans la commune de CLECY est mise en demeure de respecter l'article R.541-69 du code de l'environnement au plus tard 15 jours à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Constats : La fiche de notification d'accident a été communiquée le 16 septembre 2024 à la DDPP du Calvados.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Conformités aux plans et données produites

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2008, article 5
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et aux données techniques du dossier relatif au bilan de fonctionnement pour la période de 1999 à 2006, présenté par l'exploitant.
Constats : Conforme le jour de l'inspection à l'exception de la gestion des eaux pluviales et des eaux vannes qui a été modifiée depuis l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mars 2008. Tous les réseaux de collecte, la fosse toutes eaux servant au stockage des eaux vannes et des eaux usées, la tranchée d'infiltration servant à évacuer les eaux pluviales après traitement dans le milieu naturel ne sont notamment pas représentés sur le plan du site présenté le jour de l'inspection. Le dépôt des matières de catégorie 3 est géré par la société SOLEVAL. Le dépôt des matières de catégorie 1 et 2 et le reste des installations présentes sur le site de CLECY sont gérés par la société ATEMAX France. La société SOLEVAL utilise notamment les installations de traitement de la société ATEMAX France pour la gestion de ses eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Déposer une déclaration de changement d'exploitant dans un délai de 1 mois maximum et déposer un dossier de porter à connaissance pour actualiser le fonctionnement du site dans un délai de 3 mois maximum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 et 3 mois

N° 8 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2008, article 6
Thème(s) : Autre, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées, issues des zones imperméabilisées, sont dirigées vers un bassin de confinement étanche d'au moins 340 m ³ . Les eaux d'extinction d'un sinistre incendie et les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident sont collectées dans ce bassin de confinement. Cet ouvrage est équipé d'une vanne d'isolement à clef. La station de distribution de carburant et l'aire de dépotage de gasoil est équipée d'un débourbeur/déshuileur.
Constats : La gestion des eaux pluviales a été modifiée de la façon suivante : - Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées, issues des zones imperméabilisées, sont dirigées vers le bassin de confinement étanche de 340 m ³ . Elles sont ensuite rejetées dans le milieu naturel via une tranchée d'infiltration après passage dans le débourbeur/déshuileur. - Les eaux pluviales non souillées, issues des zones imperméabilisées, sont rejetées dans le milieu naturel via une tranchée d'infiltration après passage dans le débourbeur/déshuileur. Concernant la station de distribution de carburant et l'aire de dépotage de gasoil, celles-ci sont équipées d'un débourbeur/déshuileur. La dernière vidange du débourbeur/déshuileur a été réalisée le 8 octobre 2024 par une entreprise spécialisée (transfert vers une usine de traitement). Plusieurs couvercles de regards sont cassés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Remplacer les couvercles cassés des regards dans un délai maximum de 1 mois. Déposer un dossier de porter à connaissance pour actualiser le fonctionnement du site dans un délai de 3 mois maximum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 et 3 mois

N° 9 : Eaux vannes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2008, article 8
Thème(s) : Autre, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux vannes sont collectées et traitées par un tertre filtrant.
Constats : Les eaux vannes sont dorénavant collectées dans une fosse toutes eaux au lieu d'être collectées et traitées par un tertre filtrant. La dernière vidange de la fosse toutes eaux a été réalisée le 8 octobre 2024 par une entreprise spécialisée (transfert pour traitement dans une station d'épuration).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Déposer un dossier de porter à connaissance pour actualiser le fonctionnement du site dans un délai de 3 mois maximum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2008, article 10
Thème(s) : Autre, Pollution
Prescription contrôlée : L'installation est desservie par une voie publique ou privée permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R111-14 du code de l'urbanisme, décret n°77-755 du 7 juillet 1977). Les cheminements d'évacuation du personnel sont matérialisés et maintenus constamment dégagés. Les installations sont équipées d'un système d'alarme fixe conforme aux normes en vigueur audible de tout point des bâtiments pendant le temps nécessaire à l'évacuation (article R.232-12-18). Les consignes de sécurité précisant notamment le numéro de téléphone des sapeurs-pompiers, les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie, ainsi que la conduite à tenir en cas d'incendie, sont affichées. Les aménagements et les installations destinées à la lutte contre l'incendie doivent fournir un potentiel hydraulique minima de 90 m ³ /h. Les eaux de toiture permettent d'alimenter un bassin de capacité de 300 m ³ qui sert de réserve incendie. Son niveau est maintenu en permanence à 240 m ³ . Une attestation écrite relative à la réception de ce dispositif, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'accès aux installations est suffisamment large pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les cheminements d'évacuation du personnel sont matérialisés et maintenus dégagés le jour de l'inspection. Une réserve incendie de 300 m ³ est présente sur le site de CLECY. Elle est alimentée par les eaux de toiture. Le jour de l'inspection, celle-ci est remplie d'eau. Les installations sont équipées de 22 extincteurs (21 sur le site géré par la société ATEMAX FRANCE et 1 sur le site géré par la société SOLEVAL) dont la dernière vérification date du 19 mars 2024. L'existence d'un système d'alarme fixe, l'affichage des consignes de sécurité et de la conduite à tenir en cas d'incendie n'ont pas été vérifiés le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Installations et équipements électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2008, article 11
Thème(s) : Autre, Sécurité - incendie
Prescription contrôlée : Un contrôle est effectué régulièrement, au minimum, une fois par an, par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui doit être explicitement mentionner les déficiences constatées auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais. Les vérifications font l'objet d'un rapport qui est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le registre de sécurité a été présenté le jour de l'inspection. Les dates de contrôle des installations électriques y sont enregistrées. Celles-ci sont vérifiées annuellement. Le dernier contrôle date du 25 mars 2024 et a été effectué par une entreprise spécialisée. La remise en conformité des anomalies concernant les installations électriques n'a pas été vérifiée de façon exhaustive. Seule l'une d'entre elle l'a été.
Type de suites proposées : Sans suite